



Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Distr. générale
9 septembre 2013
Français
Original: anglais

Réunion des États parties

Compte rendu analytique de la 6^e séance

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 30 mai 2013, à 10 heures

Président provisoire : M. Salama (Représentant du Secrétaire général)

Président : M. Kanda (Ghana)

Sommaire

Ouverture de la réunion par le Représentant du Secrétaire général

Élection du Président

Élection des autres membres du Bureau

Élection des sept membres de la Convention internationale sur la protection des
droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Questions diverses

Clôture de la réunion

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef du Groupe de contrôle des documents (srcorrections@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).

13-35028 (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 h 15

Ouverture de la réunion par le représentant du Secrétaire général

1. Le **Président provisoire**, prenant la parole au nom du Secrétaire général, indique que depuis la cinquième réunion, le Mozambique et le Tchad ont signé la Convention et l'Indonésie a, quant à elle, déposé son instrument de ratification portant ainsi à 46 le nombre des États parties. Cette augmentation était la bienvenue mais le nombre limité d'États ayant ratifié la Convention ou y ayant adhéré demeure le défi le plus important que se doit de relever le Comité pour assurer la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) continue de saisir des occasions telles que la célébration annuelle de la Journée internationale des migrants le 18 décembre pour encourager de nouvelles ratifications de la Convention.

2. Le 18 décembre 2012, la Haut-Commissaire a envoyé des lettres de félicitation aux États qui avaient accepté, lors du premier cycle de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, la recommandation tendant à ce que les États envisagent de ratifier la Convention. À l'occasion de la Journée internationale des migrants, le 18 décembre 2012, plusieurs experts des Nations Unies ont publié une déclaration conjointe intitulée « Les migrants méritent que leurs droits soient pleinement reconnus » et le 28 septembre 2012, le Comité des droits de l'enfant a organisé une journée de débat sur le thème des droits des enfants dans le contexte des migrations internationales. Le dixième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention sera célébré le 1^{er} juillet 2013. Le Président note avec satisfaction que de nombreux États parties présents à la réunion s'emploient activement à promouvoir la Convention et les encourage à continuer.

3. Le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille a jusqu'à présent tenu 18 sessions. Depuis la cinquième réunion des États parties, le Comité a examiné trois rapports initiaux et quatre deuxième rapports périodiques et adopté des conclusions et recommandations visant une application effective de la Convention au niveau national. Lors de sa dix-huitième session, tenue du 15 au 26 avril 2013, il a adopté

l'observation générale n° 2 qui porte sur les droits de travailleurs migrants en situation irrégulière et des membres de leur famille et le 22 avril 2013, tenu un débat général d'une journée consacré à l'importance des statistiques sur les migrations pour les rapports à présenter aux organes créés par traité et les politiques relatives aux migrations, l'accent étant mis sur la politique des gouvernements, la coopération entre États et la collaboration avec les acteurs non gouvernementaux, les statistiques relatives aux populations dites cachées et la protection et la confidentialité des données. Le Comité a également tenu une séance à huis clos avec 24 États pour débattre de la collaboration avec les parties prenantes, des méthodes de travail, du renforcement des organes conventionnels et des moyens de mieux faire connaître la Convention et d'encourager un plus grand nombre d'États à y adhérer.

4. En vue de réduire la charge de travail que constitue pour les États parties la présentation de rapports et pour améliorer ses propres méthodes de travail, le Comité a mis en œuvre la procédure de présentation simplifiée proposée dans le rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur le renforcement des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme en application de la résolution 66/254 de l'Assemblée (A/66/860) et a adopté sept listes de questions, qui, avec les réponses de l'État partie concerné, tiendront lieu de rapport au Comité. La nouvelle procédure, déjà appliquée par d'autres organes conventionnels, a l'avantage de permettre aux États d'établir des rapports plus ciblés tout en permettant au Comité de mieux planifier ses sessions.

5. Le Comité a également décidé d'adopter un calendrier permettant d'évaluer tous les États parties à la Convention selon un cycle quinquennal de présentation de rapports, conformément au paragraphe 1 b) de l'article 73 de la Convention. Il en résulte que le Comité examinera au total neuf États parties par an à compter de 2014 et aura donc besoin de temps de réunion et de ressources supplémentaires. Lors de sa dix-septième session, le Comité a décidé de demander une semaine de réunion supplémentaire par an, ainsi que les ressources correspondantes, et à sa dix-huitième session, il a adopté une déclaration concernant les incidences sur le budget-programme pour soumission à l'Assemblée générale. Il a également adopté toutes les recommandations formulées dans le rapport de la Haut-Commissaire,

ainsi que les principes directeurs relatifs à l'indépendance et l'impartialité des membres des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme (« Principe directeurs d'Addis-Abeba ») (A/67/222, annexe 1).

6. Lors d'une réunion avec les facilitateurs du processus intergouvernemental sur le renforcement des organes conventionnels (les Représentants permanents de l'Indonésie et de l'Islande), les membres du Comité ainsi que les représentants du Comité contre la torture et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, ont eu un échange de vues franc sur les propositions formulées dans le rapport de la Haut-Commissaire (A/66/860). Les membres du Comité ont souligné le fait que le système conventionnel, mis en place par des instruments contraignants au niveau international, était le principal pilier du système des droits de l'homme et devrait être correctement financé pour permettre aux organes conventionnels de s'acquitter des mandats confiés par les États parties. Ils ont également exprimé leur soutien à une harmonisation et une rationalisation des méthodes de travail n'ayant aucune incidence négative sur les titulaires de droits et ont souligné que les économies réalisées devraient être investies dans le renforcement des capacités de façon à ce que les recommandations du Comité soient appliquées au niveau des pays.

7. Plusieurs des recommandations relatives aux membres des organes conventionnels figurant dans le rapport de la Haut-Commissaire présentent un intérêt particulier. Faisant remarquer l'importance considérable qu'a le processus de proposition de candidatures et d'élection pour les compétences techniques et l'efficacité de chaque organe conventionnel, elle a invité les États parties à adopter, dans leur cadre respectif, des politiques et processus nationaux concernant la présentation de candidatures d'experts et proposé un espace public ouvert permettant à tous les États parties de présenter les candidats qu'ils voudraient voir siéger dans des organes conventionnels.

8. La Haut-Commissaire n'a cessé d'affirmer que ces politiques devaient être fondées sur un certain nombre de principes et a recommandé que la présentation de candidats se fasse dans le cadre d'un processus de sélection ouvert et transparent parmi des personnes ayant une expérience avérée du domaine concerné et la volonté d'assumer toute une série de responsabilités liées au mandat de membre d'organe

conventionnel; elle a également indiqué qu'il convenait d'éviter de présenter la candidature d'experts occupant un poste au sein du gouvernement ou tout autre poste qui pourrait les exposer à des pressions ou à un conflit d'intérêts ou susciter une impression négative, réelle ou non, en termes d'indépendance, pouvant avoir un effet néfaste sur la crédibilité des candidats personnellement ainsi que sur le système des organes conventionnels dans son ensemble. Leur élection était tout autant à éviter.

9. Afin de garantir le renouvellement et la diversité des membres des organes conventionnels, la Haut-Commissaire a également suggéré que les mandats des experts soient, en règle générale, limités à un maximum de deux, sans préjudice des mandats des membres actuels de ces organes.

Élection du Président

10. **M. Çevik** (Turquie) propose la candidature de M. Kanda (Ghana).

11. *M. Kanda (Ghana) est élu Président par acclamation.*

12. *M. Kanda (Ghana) prend la présidence.*

Adoption de l'ordre du jour (CMW/SP/12)

13. *L'ordre du jour est adopté.*

14. **Le Président** appelle l'attention sur les articles 2 et 3 du Règlement intérieur (CMW/SP/3). L'article 2 dispose que les pouvoirs des représentants et le nom des membres des délégations doivent être communiqués au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au moins une semaine avant la date prévue pour l'ouverture de la réunion et que ces pouvoirs doivent émaner soit du chef de l'État ou du Gouvernement soit du Ministre des affaires étrangères. N'ayant pas encore reçu les pouvoirs en bonne et due forme de certains États parties représentés à la réunion, le Président suggère que, conformément à l'article 3, les représentants desdits États parties soient autorisés à participer à la réunion à titre provisoire et les invite à remettre leurs pouvoirs dans les meilleurs délais.

15. *Il en est ainsi décidé.*

Élection des autres membres du bureau

16. *M^{me} del Águila Castillo (Guatemala) et M. Nina (Albanie) sont élus Vice-Présidents par acclamation.*

Élection de sept membres du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (CMW/SP/13)

17. Le **Président** invite les États parties à élire, conformément aux paragraphes 1 à 5 de l'article 72 de la Convention, sept membres du Comité afin de remplacer ceux dont le mandat viendra à expiration le 31 décembre 2013. Les notices biographiques des neuf candidats désignés par les États parties figurent dans le document CMW/SP/13. <http://undocs.org/fr/CMW/SP/13>.

18. *Sur l'invitation du Président, M^{me} Diaz Gras (Mexique) et M. Umar (Nigéria) assument les fonctions de scrutateurs.*

19. Il est procédé au vote au scrutin secret.

Nombre de bulletins déposés :	44
Nombre de bulletins valides :	44
Nombre de votants :	44
Majorité requise :	23
Nombre de voix recueillies :	
M. Kariyawasam (Sri Lanka)	41
M. Haque (Bangladesh)	39
M. Brillantes (Philippines)	38
M. Tall (Sénégal)	35
M^{me} Castellanos Delgado (Honduras)	32
M. Ceriani Cernadas (Argentine)	30
M^{me} Dicko (Mali)	29
M. Günsev (Turquie)	29
M. Ibraimov (Kirghizistan)	23

20. *Ayant obtenu la majorité requise, M. Brillantes (Philippines), M^{me} Castellanos Delgado (Honduras), M. Ceriani Cernadas (Argentine), M. Haque (Bangladesh), M. Kariyawasam (Sri Lanka) et M. Tall (Sénégal) sont élus membres du Comité pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2014.*

21. *Deux candidats ayant obtenu la majorité requise et le même nombre de voix, il est procédé à un second vote au scrutin secret.*

Nombre de bulletins déposés :	45
Nombre de bulletins valides :	45
Nombre de votants :	45
Majorité requise :	23
Nombre de voix recueillies :	
M^{me} Dicko (Mali)	25
M. Günsev (Turquie)	20

22. *Ayant obtenu la majorité requise, M^{me} Dicko (Mali) est élue membre du Comité pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2014.*

Questions diverses

23. **M. Castilho** (Secrétaire de la Conférence des États parties), s'exprimant au nom de M. El Jamri, Président du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, déclare que la communauté internationale doit renforcer le cadre conventionnel afin de protéger les migrants contre la discrimination systématique et la violation de leurs droits fondamentaux. Les travailleurs migrants en situation irrégulière et les membres de leur famille sont particulièrement vulnérables à l'exploitation et à la maltraitance, notamment l'esclavage, le travail forcé, la torture et autres traitements inhumains, la violence, les menaces, l'intimidation, la discrimination et l'absence de procédures régulières.

24. En 2010, le nombre total de migrants internationaux était estimé à 214 millions; ce chiffre ne peut qu'augmenter dans la mesure où les personnes vivant dans des pays peu développés continuent à rechercher de meilleurs débouchés ailleurs. En outre, les mouvements migratoires changent : le volume des migrations Sud-Sud est désormais égal à celui des migrations Sud-Nord, tandis que les migrations Nord-Sud sont un phénomène qui prend de l'ampleur.

25. Les travailleurs migrants, y compris ceux qui sont en situation irrégulière, contribuent au développement économique, culturel et social, tant dans leurs pays d'origine que dans les pays où ils sont employés; en 2012, ils ont envoyé au total 401 milliards de dollars à leur famille élargie restée dans des pays en développement, montant qui pourrait dépasser les 500 milliards de dollars d'ici à 2015. Ces travailleurs comblent le manque de main-d'œuvre de l'État où ils sont employés tout en permettant à des villages entiers d'échapper à la pauvreté dans leur pays d'origine.

26. Le Comité se félicite du second Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, qui aura lieu à New York les 3 et 4 octobre 2013 et sera l'occasion d'examiner ces questions et d'appeler l'attention sur les droits des travailleurs migrants. Il espère que cet examen débouchera sur une démarche axée sur les droits fondamentaux en matière de migration au niveau

national et encouragera un plus grand nombre d'États à devenir parties à la Convention.

27. Rappelant les nouvelles procédures mises en place par le Comité, notamment le calendrier fixe de présentation des rapports, la procédure simplifiée de soumission des rapports et la procédure lui permettant d'examiner la mise en œuvre par un État partie de la Convention en cas de rapport tardant trop à arriver, l'intervenant appelle les États parties à soutenir la demande de temps de réunion supplémentaire en 2014 et 2015, qui devra être soumise à l'Assemblée générale à sa soixante-huitième session.

28. **M. Escalante Hasbún** (El Salvador) fait part de l'inquiétude de sa délégation quant aux incidences du processus complexe de renforcement du système conventionnel tel que décrit dans les déclarations du Représentant du Secrétaire général et du Président du Comité. L'une des idées avancées consiste à donner un nouvel élan aux conférences des États parties, comme ce fut le cas pour la Convention relative aux droits des personnes handicapées et la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. La mise en œuvre de la Convention a une importance politique considérable pour son pays, notamment parce que la majorité de ses 2,5 millions de travailleurs migrants à l'étranger vivent dans des pays qui n'ont pas ratifié cet instrument. La délégation d'El Salvador continuera d'encourager une ratification et une mise en œuvre plus larges de la Convention.

29. Selon le *Journal des Nations Unies*, une salle et des services de conférence ont été attribués à la réunion jusqu'à 18 heures. À l'avenir, les États parties devront utiliser le temps imparti non seulement pour élire les membres du Comité, mais également pour examiner des questions de fond telles que la mise en œuvre d'articles spécifiques de la Convention et les moyens de promouvoir la ratification de cette dernière, en particulier par les États comptant de nombreux travailleurs migrants. La septième Conférence des États parties doit être l'occasion de débats thématiques avec les intervenants, notamment concernant l'observation générale n°1 relative aux employés de maison migrants. Ce type de réunion, qui va dans le sens du processus de renforcement du système conventionnel et de l'objectif ultime de mise en œuvre de la Convention, ne sera pas soumis à l'approbation de l'Assemblée générale, aucune dépense supplémentaire ne devant être engagée.

30. **M. Fernandez Valoni** (Argentine), **M^{me} Diaz Gras** (Mexique), **M^{me} Dávila Dávila** (Colombie) et **M^{me} del Águila Castillo** (Guatemala) font leur proposition du représentant d'El Salvador et déclarent que l'examen des questions de fond donnera plus d'importance aux réunions des États parties à la Convention, sera l'occasion de débats fructueux et favorisera la mise en œuvre de la Convention.

31. **M. Salama** (Directeur de la Division des traités relatifs aux droits de l'homme du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme) déclare qu'il y a beaucoup à gagner à utiliser les réunions des États parties pour aborder les questions d'intérêt commun; à cet égard, la France et l'Argentine ont donné l'exemple en organisant un débat thématique avec des représentants de victimes lors de la réunion des États parties à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Pour faire face à des situations et défis en constante évolution, le renforcement des organes conventionnels s'impose et, malgré la complexité du système et les nombreuses parties prenantes, il peut être donné suite à la proposition formulée par le représentant d'El Salvador.

32. Les États ont deux types de responsabilité juridique au titre des traités relatifs aux droits de l'homme : une responsabilité individuelle de collaborer avec les organes conventionnels ayant leur siège à Genève et de leur présenter leurs rapports et une responsabilité collective en ce qui concerne la Convention et les conférences des États parties qui se tiennent au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York; équilibre et collaboration sont donc requis à tous les niveaux. Sans préjudice de l'intérêt de la dernière Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, de nombreux États parties se sont contentés de lire des déclarations sur leur mise en œuvre de la Convention, confondant leur responsabilité individuelle à l'égard de l'organe conventionnel et leur responsabilité collective. La réunion est donc apparue comme étant un simple examen d'un certain nombre de rapports périodiques d'États en l'absence du Comité, ce qui ne constitue en aucun cas une rationalisation en termes de temps et de ressources. Cette expérience a montré que l'objectif d'un tel examen devait être clairement défini à l'avance.

33. Si la proposition doit se traduire par l'inscription d'un nouveau point permanent à l'ordre du jour de la

Conférence des États parties, plusieurs éléments doivent être pris en compte : l'état de ratification et les efforts déployés par le HCDH et les États parties pour promouvoir l'adhésion à la Convention; la situation concernant la présentation des rapports, en particulier au vu des débats en cours sur la structure et le calendrier visant à améliorer le respect des obligations; l'état de la mise en œuvre, du suivi et de la diffusion des bonnes pratiques en l'absence de rapport complet sur la mise en œuvre au niveau national; et la nécessité de maintenir informés les États parties sur l'action du Comité.

34. Enfin, la question des ressources dont peut disposer le Comité ainsi que les demandes de temps de réunion supplémentaire sont souvent mentionnées dans des résolutions ayant trait à la procédure distincte, sans tenir compte des véritables problèmes auxquels sont confrontés les États parties. Se lancer dans de grands débats politiques sur des questions techniques aboutira à des compromis et des arrangements fondés davantage sur des équilibres artificiels que sur le bien-fondé des questions et à un traitement inégal des traités, ce qui va à l'encontre du principe même d'égalité des droits. Comme l'a montré la Haut-Commissaire dans son rapport, le système actuel s'écroulera si aucune mesure n'est prise. La proposition faite par la délégation d'El Salvador nécessitera l'adoption d'une nouvelle démarche consistant à surveiller en permanence la manière dont les États respectent les traités et les mettent en œuvre ainsi que les responsabilités du HCDH. Toutes ces questions peuvent toutefois être inscrites à un ordre du jour bien conçu et traitées en une seule journée.

35. **M. Castillo** (Secrétaire de la Conférence des États parties) confirme que les services de conférence ont été fournis pour toute la journée et convient qu'à l'avenir, il serait souhaitable de tirer parti de ces ressources. Il existe des précédents; la délégation d'El Salvador souhaite peut-être montrer la voie en organisant des activités permettant d'aborder des questions de fond lors de la prochaine conférence des États parties.

Clôture de la Réunion

36. **Le Président** déclare que la sixième Réunion des États parties à la Convention est close.

La séance est levée à 12 h 20.